

Unité départementale Le Havre  
48 rue Denfert Rochereau  
BP 59  
76084 Le Havre Cedex

Le Havre, le 25/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ECOLOGIC PETROLEUM RECOVERY**

Zone industrielle de Port Jérôme  
76170 Lillebonne

Références : 20241009\_VI\_EPR\_EauAir  
Code AIOT : 0005800420

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2024 dans l'établissement ECOLOGIC PETROLEUM RECOVERY implanté ZI - Avenue de Port Jerome 76170 Lillebonne. L'inspection a été annoncée le 19/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ECOLOGIC PETROLEUM RECOVERY
- ZI - Avenue de Port Jerome 76170 Lillebonne
- Code AIOT : 0005800420
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ECOLOGIC PETROLEUM RECOVERY (EPR) exploite une installation de traitement de déchets comprenant des unités de traitement physico-chimique, de traitement biologique, de centrifugation et d'évapo-incinération.

### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- IED-MTD

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Transmission des résultats d'autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Demande de justificatif à l'exploitant	10 jours
3	Dépassement de la VLE en flux de nickel le 04/04/2024	Arrêté Préfectoral du 13/01/2003, article 5.2.7	Demande d'action corrective	5 mois
4	Dépassements des VLE en azote entre mars et mai 2024	Arrêté Préfectoral du 13/01/2003, article 5.2.7	Demande d'action corrective	1 jour
8	Rejets atmosphériques de l'installation d'évapo-incinération	Arrêté Préfectoral du 13/01/2003, article 5.3.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Mesures du mercure, des PCB de type dioxines et des PCDD/PCDF	Arrêté Préfectoral du 13/01/2003, article 5.3.6	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Contrôle inopiné du 26/03/2024 - Dépassement de la VLE en nickel	Arrêté Préfectoral du 13/01/2003, article 5.2.7	Sans objet
5	Volume de	Arrêté Préfectoral du 13/01/2003,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	rejet d'effluents en 2023	article 5.2.7	
6	Flux annuels de métaux déclarés en 2023	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I	Sans objet
7	Émissions diffuses de l'atelier de traitement des filtres à huile	Arrêté Préfectoral du 13/01/2003, article 5.3.10	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des dépassements de valeurs limites d'émission (VLE) dans les rejets aqueux ont été relevés en 2024 mais l'exploitant a pris les mesures nécessaires pour un retour à la conformité. Il transmettra d'ici fin mars 2025 des éléments démontrant qu'il a pris les dispositions nécessaires pour trouver une alternative au floculant actuel de la station d'épuration permettant de respecter les VLE en nickel.

Les fréquences de mesures et les VLE sont respectées pour les rejets atmosphériques de l'installation d'évapo-incinération. Toutefois, les éléments suivants sont attendus sous 3 mois :

- le nouveau rapport de mesures de poussières réalisé par un organisme extérieur, dont les résultats seront comparés aux valeurs mesurées par l'analyseur de l'exploitant sur la même période ;
- le réglage de l'analyseur en continu de mercure pour ne plus renvoyer de valeurs négatives.

À l'avenir, l'exploitant transmettra :

- les résultats de la surveillance de ses rejets aqueux au plus tard à la fin du mois suivant le mois des mesures ;
- à fréquence trimestrielle, les moyennes journalières des concentrations en mercure dans les rejets atmosphériques de l'installation d'évapo-incinération, en justifiant le cas échéant les éventuelles absences de résultats.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Transmission des résultats d'autosurveillance des rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Dès lors que le programme de surveillance prévoit une analyse hebdomadaire ou plus fréquente,

ces éléments sont transmis à l'inspection des installations au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le programme de surveillance des rejets aqueux de l'exploitant prévoit plusieurs mesures journalières. La transmission des résultats doit donc être effectuée au plus tard le dernier jour du mois suivant le mois des mesures.</p> <p>L'inspection a noté que la transmission des résultats sur le premier semestre 2024 a souvent été effectuée avec 15 à 30 jours de retard. L'exploitant a indiqué que ce retard est dû au fait que les analyses des métaux sont désormais sous-traitées à un laboratoire extérieur et que ce laboratoire transmet tardivement son rapport à l'exploitant. Le laboratoire dispose de la quasi-totalité des résultats rapidement mais il attend d'obtenir les résultats sur l'ensemble des composés, dont l'un nécessite un délai important, pour transmettre l'ensemble des résultats en une seule fois.</p> <p>Pour les prochains mois, l'exploitant a demandé à son sous-traitant de lui transmettre les résultats au fil de l'eau, de manière à pouvoir déclarer dans les délais réglementaires le maximum de résultats. Cette nouvelle organisation sera effective pour les résultats du mois de septembre 2024, à transmettre avant fin octobre 2024.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra les résultats de la surveillance de ses effluents aqueux du mois de septembre 2024 avant le 31 octobre 2024.</p> <p>Il est rappelé que lorsqu'il a connaissance d'un incident (résultats particulièrement élevés ou élevés sur une période longue), l'exploitant doit informer l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais, sans attendre la déclaration mensuelle.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 10 jours

**N° 2 : Contrôle inopiné du 26/03/2024 - Dépassement de la VLE en nickel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/2003, article 5.2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les valeurs limites à respecter au point de rejet sont [...]</p> <p>Nickel : concentration maximale 1000 µg/l - flux journalier maximal 100 g/j</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un contrôle inopiné a été effectué par un laboratoire extérieur accrédité le 26/03/2024 au niveau du point de rejet des effluents aqueux au milieu naturel. Les résultats de ce contrôle font apparaître un léger dépassement de la VLE en concentration de nickel, avec une concentration mesurée à 1,14 mg/l pour une VLE à 1 mg/l. Ce dépassement seul ne constitue pas une non-conformité puisque, dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), conformément à l'article 21-III de l'arrêté ministériel du 02/02/1998, 10% de la série des résultats des mesures (pris sur une base mensuelle) peuvent dépasser les valeurs</p>

<p>limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Or, sur le mois de mars 2024, seul un autre léger dépassement de la VLE en concentration de nickel a été observé le 27 mars (1,01 mg/l).</p> <p>Néanmoins, le résultat du contrôle inopiné interroge sur la représentativité des analyses effectuées par l'exploitant étant donné que, le même jour, l'exploitant a déclaré une concentration en nickel de 0,955 mg/l. Lors de la visite, l'exploitant a présenté le résultat du calcul de l'écart entre les deux valeurs selon la formule du point 6 de l'annexe 1 du guide pour la validation des données d'autosurveillance de l'agence de l'eau Seine-Normandie, qui s'élève à environ 9 %. Cette valeur est inférieure à l'écart maximum toléré fixé à 30 % par le même guide. Le contrôle inopiné du 26/03/2024 ne remet donc pas en cause les mesures de concentration en nickel effectuées par le laboratoire de l'exploitant.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Dépassement de la VLE en flux de nickel le 04/04/2024**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/2003, article 5.2.7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les valeurs limites à respecter au point de rejet sont [...]</p> <p>Nickel : concentration maximale 1000 µg/l - flux journalier maximal 100 g/j</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>D'après les résultats de la surveillance des effluents aqueux déclarés par l'exploitant, cinq dépassements de la valeur limite d'émission (VLE) en flux de nickel ont été observés entre le 4 et le 9 mars 2024, avec des valeurs comprises entre 106 g/j et 143 g/j pour une VLE à 100 g/j. Cela représente environ 17 % de dépassements de la VLE sur le mois d'avril 2024, ce qui constitue une non-conformité au critère de l'article 21-III de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 rappelé au point de contrôle précédent.</p> <p>Pour rappel, de nombreux dépassements des VLE en nickel avait été observés en 2022 et début 2023, avant que l'exploitant ne mette en place une organisation dédiée qui lui avait permis de respecter globalement les VLE depuis mai 2023 (voir rapport de la visite d'inspection précédente du 07/12/2023).</p> <p>L'exploitant a déclaré que ces dépassements sont dus à l'arrêt de production du floculant utilisé historiquement sur la station d'épuration du site, qui a obligé l'exploitant à essayer un nouveau floculant début 2024. Pour ce faire, l'exploitant a fait faire des tests du nouveau floculant en laboratoire en février 2024, qui ont été concluants. Le nouveau floculant a donc été testé en conditions réelles sur la station d'épuration en mars 2024. Suite aux dépassements évoqués ci-avant, l'exploitant a repris l'utilisation de l'ancien floculant et les dépassements ont cessé. L'exploitant a indiqué qu'il dispose d'un stock de l'ancien floculant lui permettant d'alimenter la station d'épuration jusqu'en avril 2025 environ. En parallèle, l'exploitant a interrogé son fournisseur de floculant pour trouver un produit de substitution plus adapté.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant indiquera, d'ici fin mars 2025, quelle solution sera mise en œuvre une fois le stock de l'ancien floculant écoulé, afin de continuer à respecter les VLE en nickel.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 5 mois

#### N° 4 : Dépassements des VLE en azote entre mars et mai 2024

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/2003, article 5.2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les valeurs limites à respecter au point de rejet sont [...] <ul style="list-style-type: none"> <li>- azote kjeldahl : concentration maximale 36 mg/l - flux journalier maximal 4,3 kg/j</li> <li>- azote global : concentration maximale 60 mg/l - flux journalier maximal 7,2 kg/j</li> </ul>
<b>Constats :</b>  De nombreux dépassements des VLE en azote global et azote kjeldahl ont été observés de mars à juin 2024. L'exploitant a déclaré qu'il a d'abord suspecté un apport anormalement élevé d'azote en provenant d'un déchet à traiter. Voyant que les concentrations en azote ne baissaient toujours pas un mois après les premiers dépassements (ce délai correspondant au temps de séjour des déchets dans la filière de traitement biologique), l'exploitant a fait intervenir la société Artemisia Environnement qui a réalisé un audit de la station d'épuration début mai, qui a permis d'identifier que les souches nitrifiantes de la station ont été perdues à cause d'un pic de DCO. L'exploitant a lancé la mise en place de nouvelles souches nitrifiantes, et la situation est revenue à la normale fin juin 2024. L'exploitant suspecte les tests du nouveau floculant évoqués au point de contrôle précédent comme cause de la montée de la DCO en mars 2024. Depuis l'incident, l'exploitant a mis en place un suivi de l'ammonium en sortie du flottateur de la station d'épuration et au niveau du point de rejet, de manière à identifier au plus vite une nouvelle déviation. Il a également commandé un produit qui lui permettra d'agir plus rapidement en cas de déviation, de manière à éviter la perte totale des souches nitrifiantes dont la reconstitution nécessite un délai important.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est rappelé à l'exploitant qu'en cas d'identification d'un d'incident (dépassement de VLE important ou sur une durée importante), il convient de prévenir l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais, sans attendre les déclarations des résultats de la surveillance.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 jour

#### N° 5 : Volume de rejet d'effluents en 2023

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/2003, article 5.2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Les valeurs limites à respecter au point de rejet sont [...]</p> <p>Débit journalier en moyenne mensuelle glissante : 120 m<sup>3</sup>/j</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a noté que le volume d'effluents aqueux rejeté en 2023 (environ 23 000 m<sup>3</sup>) a largement augmenté par rapport aux années précédentes (environ 14 000 m<sup>3</sup> par an sur les années 2020, 2021 et 2022).</p> <p>L'exploitant a attribué l'augmentation importante du volume rejeté à la combinaison de deux facteurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'augmentation notable de la surface imperméabilisée suite à la construction du nouvel atelier de traitement des filtres à huile et de ses voiries attenantes ;</li> <li>- la pluviométrie importante en 2023 (augmentation de 241 mm sur l'année entre 2022 et 2023).</li> </ul> <p>Par ailleurs, les 23 000 m<sup>3</sup> rejetés sur l'ensemble de l'année 2023 représentent un débit journalier moyen de rejet de 63 m<sup>3</sup>/j, qui respecte la valeur limite d'émission de 120 m<sup>3</sup>/j.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Flux annuels de métaux déclarés en 2023**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.- L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;</li> </ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a noté que les rejets de métaux déclarés par l'exploitant sur l'année 2023 ont augmenté de plus de 50 % par rapport à la moyenne des années 2020 à 2022.</p> <p>L'exploitant a attribué cette augmentation à la mise en œuvre des analyses journalières de métaux sur les rejets aqueux de l'établissement qui, en 2023, ont été effectuées en interne à l'aide micro-méthodes, qui ont surestimé les concentrations et donc les flux rejetés. Depuis, l'exploitant a externalisé les analyses de métaux et les résultats sur l'année 2024 sont revenus à des valeurs plus faibles.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Émissions diffuses de l'atelier de traitement des filtres à huile**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/2003, article 5.3.10</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>



L'exploitant réalisera, dans les 3 mois suivant la mise en service de l'installation de traitement des filtres à huile et des flexibles hydrauliques, puis tous les ans, dans le bâtiment accueillant les installations de traitement des filtres à huile et des flexibles hydrauliques une campagne de mesures des émissions diffuses pour l'ensemble des composés suivants :

- poussières
- métaux : As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Tl, V
- COVT
- PCB de type dioxine
- PCDD/F

Lors de la première campagne réalisée suite à la mise en service de l'installation de traitement des filtres à huile et des flexibles hydrauliques, l'exploitant fera réaliser une caractérisation des COV afin notamment d'identifier la présence éventuelle de substances cancérogènes, mutagènes et reprotoxiques (CMR).

Les résultats de mesures et leur analyse feront l'objet d'un rapport transmis à l'inspection des installations classées.

#### Constats :

L'exploitant a bien effectué une campagne d'analyse des rejets diffus des composés listés ci-avant dans le bâtiment de traitement des filtres à huile le 19/09/2023. La caractérisation des COV n'avait pas été effectuée lors de cette première mesure, mais elle a été effectuée lors de la deuxième mesure le 01/02/2024.

Pour les poussières, la valeur mesurée était de 3,8 mg/m<sup>3</sup>, inférieure à la VLE du III de l'annexe 3.2 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 fixée à 10 mg/m<sup>3</sup>. Pour les autres paramètres, pour lesquels aucune VLE n'est fixée, l'exploitant a comparé les valeurs mesurées avec les valeurs limites d'exposition professionnelle sur 8 heures (VLEP 8h), qui sont toutes largement respectées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Rejets atmosphériques de l'installation d'évapo-incinération

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/01/2003, article 5.3.3.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

#### Prescription contrôlée :

Les valeurs limites d'émission à respecter sont indiquées dans le tableau suivant. Ces moyennes sont déterminées pendant les périodes de fonctionnement effectif de l'installation (à l'exception des phases de démarrage et d'extinction, lorsque aucun déchet n'est incinéré), définies conformément à l'article 18 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux.

Paramètre	Concentration en moyenne sur une demi-heure mg/Nm <sup>3</sup>	Concentration en moyenne sur la période d'échantillonnage mg/Nm <sup>3</sup>
Poussières	30	/

CO	(*)	/
COT	20	/
HCl	50	/
HF	2	/
SO <sub>2</sub>	150	/
Cd + Tl	/	0,05
Hg	/	0,05
Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V et leurs composés	/	0,5
Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V + Sn + Se + Te + Zn et leurs composés		5
PCDD/PCDF		0,1 ng TEQ/Nm <sup>3</sup>

(\*) 22 mg/Nm<sup>3</sup> de toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de 24 heures OU 33 mg/Nm<sup>3</sup> dans au moins 95 % de toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur dix minutes

#### Constats :

L'exploitant a transmis les rapports de mesures semestrielles effectuées sur les rejets atmosphériques de l'installation d'évapo-incinération en 2024. Les mesures ont été effectuées sur quelques heures et sont donc à comparer aux valeurs limites d'émission (VLE) en moyenne 30 min. L'ensemble des VLE sont respectées.

L'inspection a toutefois noté que la valeur de concentration en poussières mesurée par l'organisme extérieur de 9h à midi le 29/04/2024 (12,7 mg/Nm<sup>3</sup>) est largement supérieure à celle mesurée par l'exploitant sur la même période (5,1 mg/Nm<sup>3</sup>), qui semble donc sous-estimer les

mesurée par l'exploitant sur la même période (5,1 mg/Nm<sup>3</sup>), qui semble donc sous-estimer les concentrations en poussières. Lors de la visite, l'exploitant a déclaré qu'il dispose d'un contrat de maintenance concernant l'analyseur de poussières et que ce dernier a été vérifié en 2023. Après investigation, l'exploitant a indiqué que la différence serait due à un dérèglement de la canne de mesure de débit sur la période. Afin d'éviter que la situation ne se reproduise, l'exploitant a :

- ajouté au cahier de quart des opérateurs l'opération de vérification du débit, toutes les deux heures

- mis en place un étalonnage de la sonde de débit à fréquence trimestrielle.

Par ailleurs, l'inspection a constaté le report en salle de contrôle des valeurs mesurées par les analyseurs en continu, associées à des seuils d'alarme inférieurs aux VLE journalières (elles-mêmes inférieures aux VLE 30 min), qui permettent d'avertir les opérateurs pour agir sur le process avant que les dépassements de VLE.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra sous 3 mois le prochain rapport de mesures semestrielles sur l'installation d'évapo-incinération, et comparera les valeurs mesurées pour les poussières avec celles mesurées sur la même période par son analyseur, de manière à démontrer que la déviation est terminée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 9 : Mesures du mercure, des PCB de type dioxines et des PCDD/PCDF**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/01/2003, article 5.3.6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

Les émissions atmosphériques de l'installation d'évapo-incinération doivent être surveillées selon les modalités suivantes et comparées le cas échéant aux valeurs limites d'émission fixées aux articles 5.3.3.2 et 5.3.3.3 :

[...]

Paramètre	Fréquence de surveillance
Hg	En continu (3)
PCB de type dioxines	Périodique 1 fois par mois pour l'échantillonnage à long terme (4) Périodique 2 fois par an pour l'échantillonnage à court terme si les niveaux d'émission sont suffisamment stables (4) (5)
PCDD/PCDF	En semi-continu + périodique 2 fois par an

--	--

(3) Dans le cas d'un monoflux de déchets dont la composition est régulièrement contrôlée et s'il est démontré durant 2 années consécutives à l'aide de cette analyse des déchets entrants qu'ils ont une teneur faible et stable en mercure, la surveillance continue des émissions peut-être remplacée par un échantillonnage à long-terme, ou par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois.

(4) Réduite à une fois tous les deux ans avec un échantillonnage à court terme, s'il est au préalable démontré durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme que les niveaux d'émissions de PCB de type dioxines sont inférieures à 0,01 ng OMS- ITEQ/Nm<sup>3</sup>.

(5) A démontrer au préalable durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme.

#### **Constats :**

L'exploitant transmet à fréquence trimestrielle les moyennes journalières des mesures en continu effectuées sur les rejets atmosphériques de l'installation d'évapo-incinération. Pour les trois premiers trimestres de l'année 2024, les résultats transmis ne comprenaient pas l'analyse du mercure. L'exploitant a déclaré avoir mis en place la mesure en continu du mercure en mai 2024 et a fourni à l'inspection les résultats correspondants lors de la visite, qui respectent la VLE applicable, rappelée au point de contrôle précédent. L'exploitant a précisé que les jours pour lesquelles aucune valeur n'est indiquée sont des jours pendant lesquels l'installation d'évapo-incinération n'a pas fonctionné. L'analyseur de mercure n'a connu aucune période d'indisponibilité depuis son installation. L'inspection a toutefois noté que certaines valeurs indiquées sont légèrement négatives.

L'inspection a pu visiter le local analyseur dans lequel la valeur mesurée est reportée.

L'exploitant a transmis les rapports de mesures en semi-continu des PCB de type dioxines depuis janvier 2024. L'indisponibilité de l'appareil de mesure sur les premiers mois de l'année est inférieure au seuil annuel de 15 % fixé par le point 3.5.1 de l'annexe 3 de l'arrêté ministériel du 12/01/2021. Les résultats sont pour le moment tous inférieurs à 0,01 ng/Nm<sup>3</sup>. Si de tels résultats sont observés pendant 2 années consécutives, conformément aux dispositions reprises ci-dessus, la surveillance de ce paramètre pourra être réduite à une fois tous les deux ans avec un échantillonnage à court terme.

L'exploitant a transmis les rapports de mesures en semi-continu des PCDD/PCDF depuis janvier 2024. L'indisponibilité de l'appareil de mesure sur les premiers mois de l'année est inférieure au seuil annuel de 15 %. La VLE rappelée au point de contrôle précédent est également respectée.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant fera corriger sous 3 mois les résultats de l'analyseur en continu de mercure de manière à ce qu'il n'indique plus de valeurs négatives.

L'exploitant transmettra les résultats des mesures en continu du mercure (moyennes journalières) à fréquence trimestrielle. Le cas échéant, il fera figurer un commentaire indiquant la cause de l'absence de valeur (installation d'évapo-incinération à l'arrêt, indisponibilité du système de mesure de mercure, etc).

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois